

POLITISCHES DEPARTEMENT
 DATUM 24/10 1872 CONTR. N. 2

LÉGATION SUISSE

EN

ITALIE

Rome, le 24 Octobre 1872

N^o

Au Département Politique Fédéral

Berne

Monsieur le Président,

Vous devez avoir reçu ma lettre confiden-

tielle du 18.

Confidentielle
 Mr. Mlegari vint me voir lundi après avoir eu une audience auprès du Ministre des Aff. Etr.^{es}.

Ce haut personnage étant de sa nature excessivement réservé, se contenta de lui dire qu'il aurait à s'expliquer sur les contradictions contenues dans ses dépêches. Ce n'est qu'après avoir vu Mr. Sella, le jour suivant, que Mr. M. commença à entrevoir la gravité de sa situation. Il fut reçu, dit-il, avec empressement. Et, il ajouta, la lecture du rapport écrit, présentée par Mr. Sella, dimanche 13 cour. au Conseil des Ministres, est bien faite pour prouver le repentiment qui domine l'auteur vis-à-vis des prétendus mauvais procédés de Berne envers le Gov. + Nation. Mr. Mlegari me mentionna (en outre de la proposition de supprimer la somme portée au budget) celle de rappeler le Ministre d'Etat à Berne.



1874
1874
KOMITÄT DER DEUTSCHEN
1874

ITALIE

Le Conseil des Ministres, plus calme, n'agréa point la première proposition et modifia la seconde dans le sens d'un appel pour donner les explications orales sur les Dépêches incogruentes. Mr. M. me montra le document qu'il tenait à la main, mais il ne m'offrit point de me le lire ou de me le laisser lire. J'ai bien de croire que Mr. M. expliqua ses contradictions en disant que Mr. le Président de la Confédération avait bien donné les assurances, voulu et croyant pouvoir les tenir; mais qu'en fin de compte la majorité du Conseil fédéral n'aurait pas été du même avis, et aurait passé outre.

Si cela peut servir à expliquer les assurances données le 12 et les jours subséquents jusqu'au 23 Août, il est évident, que cela n'explique pas les assurances qui avaient été données après cette date, c'est-à-dire après la décision du Conseil fédéral.

Cependant Mr. Sella fut beaucoup plus abordable dans une seconde audience le jour suivant, Mr. Favre étant heureusement arrivé sur ces entrefaites pour coopérer à une prompte et bonne solution.

Mr. Sella ne croyant pourtant pas pouvoir changer si subitement de ton et d'allure, se montra disposé à accepter la médiation, officieuse de quelque personnage bien placé pour intervenir, par ex. celle du Général Menabrea. Il désirait en même temps que le sousigné lui exprimât ce même désir. Après avoir examiné la chose

je trouvais qu'il n'y aurait point d'inconvénient à
 s'y satisfaire, pour ce qui concerne le matériel,
 M^r. Favre, l'entrepreneur (qui au fond est le seul
 véritable intéressé) étant là et donnant de grand cœur
 son adhésion. Je crus par contre devoir m'abstenir quant
 au personnel, la chose étant beaucoup plus compli-
 quée et la Direction de la Société du St. Gotthard, qui
 est la principale intéressée, ne pouvant être par moi
 consultée.

Le billet que j'écrivis en conséquence en date d'avant
 hier (dont vous trouverez ci-joint copie, ne contenta
 pas tout-à-fait M^r. Sella et je le repris après qu'il
 eut pris connaissance; mais il n'eut pas même
 son effet.

Le Général Meinabrea se rendit immédiatement
 à l'invitation que M^r. Sella lui envoya à Florence,
 ensuite de ces pourparlers. Il se trouve maintenant
 ici et il espère, après avoir tâté son terrain, pouvoir
 arriver à des propositions acceptables, soit sur le maté-
 riel, soit sur le personnel. J'ai vu aujourd'hui
 les 6 Ministres présents dans la capitale. M^r. le Président
 Du Conseil et M^r. Sella m'ont témoigné de leur désir
 et de leur confiance dans la réussite d'une entente
 amiable. Les autres m'ont paru être plus ou moins
 animés des mêmes sentiments.

M^r. Favre, convaincu de l'importance de sa présence

pendant cette tractation, s'est décidé, contre son intention primitive, de prolonger son séjour à Rome, espérant par là de hâter aussi bien que de faciliter la conclusion.

Aggrée, en attendant le développement ultérieur, l'expression de ma haute considération.

J. B. Pava